



Martine Desaulles



Jean-Philippe Bastias



Valérie Boisliveau



Nicolas Ribeiro



Sabrina Hour



Boris Violet



Paméla Gallopin



Cécile Marchesi



David Espin

LES MÊMES ERREURS, LES MÊMES DÉGÂTS

Depuis plusieurs années, la CEIDF s'enferme dans une spirale infernale : des recrutements massifs, une incapacité à garder les salariés.

L'année 2024 sur le plan social ne fait pas exception, les mêmes maux produisant les mêmes effets : perte de pouvoir d'achat, stress et mal-être au travail dus à la pression des chiffres, absentéisme maladie en hausse et intensification du turnover.

➔ LES EFFECTIFS :

UNE INSTABILITÉ STRUCTURELLE MASQUÉE PAR DES CHIFFRES GLOBAUX

La légère progression du nombre de CDI entre 2023 et 2024 (+35) est bien en deçà des efforts nécessaires pour répondre aux 611 départs enregistrés. Pour combler cette hémorragie, **la direction a dû procéder à 600 recrutements externes avec un budget moyen de 1500 € par recrutement et un investissement total de 5000 € quand ils nous quittent formés.** Un gâchis financier qui aurait pu être investi dans nos salaires ou nos conditions de travail.

Ce chiffre est alarmant en soi, car il révèle un turnover excessif et structurellement entretenu, notamment **au sein de la BDD où près de 44 % des périodes d'essai se soldent par une rupture.**

Cette instabilité chronique met en lumière l'incapacité de la politique RH à fidéliser, notamment chez les jeunes embauchés, et met sous tension les équipes qui doivent sans cesse former, intégrer et accompagner des collègues de passage.

Avec 15 % de l'effectif âgé de plus de 57 ans se pose la question du renouvellement générationnel et de la transmission des savoirs. Ce chiffre peut monter à 35 % au pôle Finances et Services Bancaires, 31 % au pôle Ressources. Le vieillissement des fonctions support interroge sur la stratégie RH à long terme. **Pour Sud, la CEIDF en ne remplaçant pas les départs anticipe l'arrivée des nouvelles technologies comme l'IA. Cette stratégie met les équipes en grande difficulté.**

➔ RÉMUNÉRATION :

43 % DES EFFECTIFS PRÉSENTS ENTRE 2019 ET 2024 ONT PERDU DU POUVOIR D'ACHAT.

Le cabinet d'expertise Syndex dans son rapport sur la politique sociale 2024 démontre que les augmentations générales sur 5 ans sont de **9 points inférieurs à l'inflation.**

1214 salariés soit 43 % des effectifs présents entre 2019 et 2024 ont perdu du pouvoir d'achat. Quant aux Mesures Salariales Individuelles (MSI) c'est un système opaque mêlant indistinctement égalité professionnelle, promotions et primes, sans transparence pour les salariés et qui ne bénéficie qu'à quelques-uns.

Progression salariale et promotion étant intimement liées, on assiste au départ des salariés ayant entre 10 et 15 ans d'ancienneté obligés d'aller voir ailleurs pour progresser dans leur carrière et dans leur rémunération. La direction privilégie les nouveaux arrivants, et abandonne ceux qui font vivre la Caisse depuis des années.

Cette stratégie court-termiste aggrave le turnover et démotive les équipes. **Un non-sens pour Sud qui réclame une politique ambitieuse pour encourager la fidélité.**

➔ **ABSENTÉISME ET ARRÊTS MALADIE : DES CONDITIONS DE TRAVAIL DÉGRADÉES**

Le rapport Syndex souligne que l'absentéisme reste une préoccupation majeure.

- **Les arrêts maladie de courte durée sont en hausse :** stress, surcharge, souffrance psychique.
- **L'ancienneté moyenne baisse**, contribuant à la perte de savoir-faire.
- **L'accompagnement RH est insuffisant**, et les conditions d'intégration sont dégradées.

Un turnover naturel est à 8 %. Une entreprise présentant un turnover à 12 % commence à se poser des questions mais la CEIDF bat tous les records avec un turnover à 15 % culminant à 17 % dans certains secteurs comme la BDD. C'est une problématique majeure qui engendre un épuisement des équipes en place.

Pour Sud, le système est à bout de souffle. On ne peut pas impunément produire plus sans se soucier des femmes et des hommes qui créent la richesse de l'entreprise. En l'ignorant à dessein, la direction joue à un jeu dangereux.

**Sud Solidaires BPCE
se tient à VOS côtés**

Rejoignez



A Paris, le 01/08/2025

06.59.29.75.46

sud.ceidf@sudbpce.com